ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 4 mars 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 17 mars 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 maart 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninlijk besluit "tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft op 17 maart 1993 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

L’article 11 de la loi du 27 décembre 1973 ne fonde que partiellement l’arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, qui met également en oeuvre d’autres habilitations conférées par cette loi.

L’alinéa 1er serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par les lois du 13 juillet 1976, du 8 juin 1978, du 31 juillet 1984, du 18 juillet 1991 et du 24 juillet 1992;".

Alinéa 6.

Mieux vaut écrire, dans le texte français, "donné le" plutôt que "en date du".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

1. Il serait préférable de rédiger la phrase liminaire comme suit :

"Dans l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1979, 21 janvier 1981, 22 septembre 1983, 27 novembre 1985, 23 septembre 1986, 5 novembre 1986, 18 décembre 1986, 22 juin 1987, 21 septembre 1988, 1er août 1989 et 19 septembre 1990, le titre premier, comprenant les articles 1er à 21, est remplacé par les dispositions suivantes :".

2. Dans le titre premier en projet, il y a lieu de substituer à la numérotation des articles 21/1 à 21/5 la numérotation suivante : 21, 21bis, 21ter, 21quater et 21quinquies.

Ce type de numérotation est d'ailleurs celui dont use d'ores et déjà l'arrêté modifié (articles 10bis, 13bis et suivants, 28bis et suivants).

3. Dans l'article 1er, 6°, en projet, du texte français, il y a lieu d'écrire "pris en considération" au lieu de "pris en compte".

4. Le texte néerlandais de l'article 2, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Le texte néerlandais de l'intitulé de la section 2 devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

6. Le texte néerlandais de l'article 4, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

7. L'article 8, alinéa 2, en projet manque de clarté. Il doit être rédigé de manière plus intelligible.

L'alinéa 4 du même article serait mieux rédigé comme suit :

"Pour les examens visés aux alinéas 2 et 3, le candidat doit satisfaire à des tests de sélection".

A l'alinéa 5 du même article, l'adverbe notamment prive la disposition de la précision que doit revêtir une règle juridique.

Il convient soit de supprimer l'adverbe "notamment", soit de citer de manière exhaustive les textes relatifs à la matière.

En néerlandais, le mot "ondermeer" n'est pas correct; il devrait s'écrire en deux mots.

Une autre solution consisterait à supprimer les mots "afin de vérifier si elles correspondent à celles portées notamment par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police".

8. Conformément à l'observation formulée à propos de l'alinéa 4 de l'article 8 en projet, le texte figurant à l'article 10, 3°, troisième tiret, en projet, doit être rédigé comme suit :

"- les tests de sélection visés à l'article 8, alinéa 4".

9. L'article 11, § 2, alinéas 1er et 2, en projet, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. La commission de sélection de la gendarmerie informe, par lettre recommandée à la poste, les candidats qui sont déclarés inaptes par la commission de sélection ou qui ne remplissent pas d'autres conditions de recrutement.

Ces candidats ne peuvent plus se représenter ... (la suite comme au projet)".

10. A l'article 12, § 1er, 3°, en projet, il y a lieu de remplacer les mots "de leadership" par les mots "d'aptitude au commandement".

11. L'article 13, § 1er, alinéa 2, en projet, doit être complété par les mots "et celle des épreuves".

12. Le modèle du questionnaire médical visé à l'article 14 en projet doit faire l'objet d'une annexe IV au projet d'arrêté et il y a lieu d'y faire référence, en remplaçant les mots "qui lui a été remis" par les mots "dont le modèle figure à l'annexe IV au présent arrêté".

Article 3.

Dans le texte français du paragraphe 5 en projet, figurant sous le 4°, il faut écrire "visées au § 4".

Le texte néerlandais du même paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7 nouveau.

Le chapitre II doit être complété par une disposition rédigée comme suit :

"Article 7.-

L'annexe II du même arrêté est remplacée par celle annexée au présent arrêté.

Il est ajouté au même arrêté une annexe III et une annexe IV également annexées au présent arrêté".

La numérotation des articles suivants doit être adaptée en conséquence.

Article 7.

Il y a lieu d'insérer, après la mention de l'intitulé de l'arrêté royal du 22 mars 1979, les mots ", modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1981 et 6 janvier 1985,".

Article 8.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 9.

1. L'article 9, 1°, tend à modifier le tableau des maladies et infirmités qui entraînent l'inaptitude au service militaire des miliciens ainsi que l'inaptitude au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie, tableau annexé à l'arrêté royal du 5 novembre 1971, notamment en y ajoutant dans la colonne 4, sous le critère 131, une disposition rédigée comme suit :

"La séropositivité vis-à-vis du HIV (virus du sida) entraîne l'inaptitude pour la gendarmerie".

Il convient de relever tout d'abord que le critère 131, tel qu'il est prévu dans le tableau précité, est décrit comme suit :

"Maladies graves ayant entraîné un état cachectique ou une détérioration profonde de la constitution".

Il ne paraît pas, dans l'état actuel des connaissances médicales, que la séropositivité vis-à-vis du virus du sida entraîne de soi un état cachectique (1) ou une détérioration profonde de la constitution.

Elle ne pourrait donc pas être considérée en soi comme une cause d'inaptitude physique à l'exercice de la fonction de gendarme.

L'article 1er, en projet (article 2 du projet), de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, prévoit que pour être admis à un cycle de formation, il faut notamment :

> "4° être reconnu apte médicalement, conformément à l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les critères d'aptitude médicale au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie, et à l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie;".

---

(1) La cachexie est définie comme étant une maigreur extrême avec atteinte grave de l'état général, due à une maladie ou à la sous-alimentation, dans la phase terminale de graves maladies.

L'article 6, en projet (article 7 du projet) de l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie, dispose :

> "Sont considérés comme médicalement aptes, les candidats à l'admission à un cycle de formation ou les élèves qui obtiennent le profil médical minimum suivant :
>
> P S I V C A M E
> 2 2 2 2 2 2 1 2" (1).

Dès lors, un candidat présentant une séropositivité vis-à-vis du virus du sida ne pourrait être exclu que si son aptitude physique ne répondait pas à ces critères.

Dans l'état actuel des connaissances médicales, il ne paraît pas non plus établi que l'exercice de la fonction de gendarme créerait des risques supplémentaires de contamination par le virus HIV et de transmission de celui-ci.

Tout autre est la situation du candidat qui a atteint le stade du SIDA. Dans ce cas, il paraît certain que le candidat pourrait être considéré comme inapte à servir dans le corps opérationnel de la gendarmerie.

---

(1) La signification de ces lettres figure aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 22 mars 1979 précité.

2. L’article 9, 3°, tend à compléter le critère 513 figurant au tableau précité, par l’alinéa suivant :

> "Pour la gendarmerie, la constatation médicale du fait que le candidat à l’admission ou l’élève consomme ou a consommé intentionnellement des substances stupéfiantes, au sens de l’article 1er de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, suffit à entraîner l’inaptitude".

Le fait pour le candidat d’avoir consommé des substances stupéfiantes ne constitue pas en soi une cause d’inaptitude physique. Il ne saurait suffire à entraîner son exclusion. Il en irait autrement si le candidat avait gardé des séquelles de sa toxicomanie.

3. En conclusion, c’est l’exclusion d’office du candidat qui est séropositif ou qui a consommé des substances stupéfiantes qui n’est pas admissible. Au contraire, l’exclusion peut être admise si elle est précédée d’un examen médical qui établit l’inaptitude à exercer des fonctions dans le corps opérationnel de la gendarmerie, au regard des critères objectifs qui sont énoncés dans l’arrêté.

4. En ce qui concerne l’arrêté royal du 5 novembre 1971 précité que l’article 9 du projet modifie, il conviendrait que le Roi prenne un arrêté distinct en ce qui concerne la gendarmerie. En effet, il est malaisé de modifier des arrêtés royaux concernant, d’une part, les

forces armées et, d'autre part, la gendarmerie, ces deux corps dépendant l'un du Ministre de la Défense nationale, l'autre du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice.

Article 12.

L'article devrait être scindé en deux articles, le premier contenant le paragraphe 2, qui est une disposition transitoire, le second contenant le paragraphe 1er, qui est relatif à la mise en vigueur de l'arrêté en projet.

Observation concernant le texte néerlandais.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions de texte sont faites à ce propos dans le présent avis, lesquelles ne sont toutefois nullement exhaustives. Il est dès lors indiqué de revoir fondamentalement le texte néerlandais de l'arrêté en projet.

AANHEF.

Eerste lid.

Artikel 11 van de wet van 27 december 1973 vormt slechts gedeeltelijk de rechtsgrond van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, dat ook aan andere, bij die wet verleende machtigingen uitvoering geeft.

Het zou bijgevolg beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1976, 8 juni 1978, 31 juli 1984, 18 juli 1991 en 24 juli 1992;".

Zesde lid.

Het zou beter zijn in de Nederlandse tekst te schrijven ", verstrekt op 19 januari 1993" in plaats van "van 19 januari 1993".

In de Franse tekst zou het beter zijn te schrijven "donné le" in plaats van "en date du".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Aan het eind van dit artikel vervange men de woorden "wordt in werking gesteld" door de woorden "treedt in werking".

Artikel 2.

1. Het zou verkieslijk zijn de inleidende zin als volgt te stellen :

"In het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1979, 21 januari 1981, 22 september 1983, 27 november 1985, 23 september 1986, 5 november 1986, 18 december 1986, 22 juni 1987, 21 september 1988, 1 augustus 1989 en 19 september 1990, wordt titel I, die de artikelen 1 tot 21 bevat, vervangen als volgt :".

2. In de ontworpen titel I behoort de nummering van de artikelen 21/1 tot 21/5 vervangen te worden door de volgende nummering : 21, 21bis, 21ter, 21quater en 21quinquies.

Deze wijze van nummering is overigens die welke thans reeds voorkomt in het gewijzigde besluit (artikelen 10bis, 13bis en volgende, 28bis en volgende).

3. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 1, 6°, moet "pris en considération" worden geschreven in plaats van "pris en compte".

4. Het zou beter zijn het ontworpen artikel 2 als volgt te stellen :

"Artikel 2.-

Tot een opleidingscyclus worden niet toegelaten :

1° de leden van het rijkswachtpersoneel aan wie de hoedanigheid van leerling van een rijkswachtschool is ontnomen, behalve indien zij gevraagd hebben dat hen de hoedanigheid van kandidaat wordt ontnomen;

2° de kandidaten die deel uitmaken van de rijkswacht of deel ervan hebben uitgemaakt en die geen voldoening geven of gegeven hebben in hun wijze van dienen.

Op grond van de gegevens van de beoordeling en het persoonsdossier gaat de rijkswachtcommandant na of de kandidaat voldoening geeft of heeft gegeven in zijn wijze van dienen;

3° de kandidaten die deel hebben uitgemaakt van ... en die geen voldoening hebben gegeven in hun wijze van dienen".

5. Het opschrift van afdeling 2 behoort als volgt te worden gesteld : "Bijzondere voorwaarden voor toelating tot een opleidingscyclus van officier".

6. In het ontworpen artikel 4 vervange men het woord "mislukken" door de woorden "afgewezen worden".

7. Het ontworpen artikel 8, tweede lid, is niet duidelijk genoeg. Het moet bevattelijker worden gesteld.

Het vierde lid van hetzelfde artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Voor de examens bedoeld in het tweede en het derde lid moet de kandidaat voldoen aan selectietests".

In het vijfde lid van hetzelfde artikel maakt het woord "ondermeer" de bepaling onvoldoende nauwkeurig, terwijl nauwkeurigheid een noodzakelijk vereiste is van een rechtsregel.

Ofwel moet het woord "ondermeer" vervallen, ofwel moet een volledige opsomming worden gegeven van de des-betreffende teksten.

In elk geval moet niet "ondermeer", maar wel "onder meer" worden geschreven.

Een andere oplossing bestaat erin dat de woorden "om na te gaan of zij in overeenstemming zijn met die ondermeer vervat in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt" zouden vervallen.

8. Overeenkomstig de opmerking die is gemaakt omtrent het ontworpen artikel 8, vierde lid, moet de tekst die voorkomt in het ontworpen artikel 10, 3°, derde streepje, als volgt worden gesteld :

"- de selectietests bedoeld in artikel 8, vierde lid".

9. Het zou beter zijn het ontworpen artikel 11, § 2, eerste en tweede lid, als volgt te stellen :

"§ 2. De kandidaten die door de selectiecommissie ongeschikt worden bevonden of die niet voldoen aan andere recruteringsvoorwaarden, worden daarvan bij ter post aangetekende brief in kennis gesteld door de selectiecommissie van de rijkswacht.

Die kandidaten mogen zich ... (voorts zoals in het ontwerp)".

10. In het ontworpen artikel 12, § 1, 3°, behoren de woorden "voor een leiderschapsproef" vervangen te worden door de woorden "op een examengedeelte inzake de bekwaamheid tot bevelvoering".

11. Het slot van het ontworpen artikel 13, § 1, tweede lid, moet als volgt worden gesteld : "... inschrijvingsdatum en de datum van de examengedeelten wordt meegedeeld".

12. Het model van de medische vragenlijst, bedoeld in het ontworpen artikel 14, moet worden vastgelegd in een bijlage IV bij het ontwerp van besluit, en er moet tevens naar verwezen worden door het einde van het artikel als volgt te stellen : "... bedoeld in artikel 1, 4°, moet deze een medische vragenlijst invullen waarvan het model voorkomt in bijlage IV bij dit besluit".

Artikel 3.

In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 5, welke voorkomt onder 4°, schrijve men "visées au § 4".

In de Nederlandse tekst van de ontworpen paragraaf 5, welke voorkomt onder 4°, moet "de in § 4 bedoelde aanvragen" worden geschreven.

Nieuw artikel 7.

Hoofdstuk II moet worden aangevuld met een bepaling, luidende :

"Artikel 7.-

De bijlage II bij hetzelfde besluit wordt vervangen door die welke bij dit besluit is gevoegd.

Aan hetzelfde besluit worden een bijlage III en een bijlage IV toegevoegd, welke eveneens bij dit besluit worden gevoegd".

De nummering van de erop volgende artikelen behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 7.

Na het opschrift van het koninklijk besluit van 22 maart 1979 behoren de woorden ", gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1981 en 6 januari 1985," te worden toegevoegd.

Artikel 8.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1981, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 9.

1. Artikel 9, 1°, beoogt de tabel van ziekten en lichaamsgebreken te wijzigen die aanleiding geven tot ongeschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen en tot ongeschiktheid voor de dienst van de overige militairen en van het rijkswachtpersoneel, een tabel die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 5 november 1971, inzonderheid door in kolom 4, onder het criterium 131, een bepaling toe te voegen, luidende :

> "De seropositiviteit ten overstaan van het HIV (AIDS-virus) leidt tot ongeschiktheid voor de rijkswacht".

In de eerste plaats moet worden opgemerkt dat het criterium 131, zoals het in voornoemde tabel is opgenomen, als volgt luidt :

> "Ernstige ziekten die tot een cachectische toestand hebben geleid of tot een ernstige verzwakking van de konstitutie".

Bij de huidige stand van de medische kennis lijkt het seropositief zijn ten aanzien van het aidsvirus op

zichzelf niet te leiden tot een cachectische toestand (1) of tot een ernstige verzwakking van het gestel.

Het seropositief zijn kan dus op zich niet beschouwd worden als een grond voor fysieke ongeschiktheid bij de uitoefening van het ambt van rijkswachter.

Het ontworpen artikel 1 (artikel 2 van het ontwerp) van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht bepaalt dat men, om tot een opleidingscyclus te worden toegelaten, onder meer aan de volgende voorwaarde moet voldoen :

> "4° medisch geschikt worden bevonden overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de keuringscriteria inzake medische geschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht en het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht;".

Het ontworpen artikel 6 (artikel 7 van het ontwerp) van het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken

---

(1) Cachexie wordt omschreven als een staat van uitgesproken magerheid met een ernstige aantasting van de algemene gezondheidstoestand als gevolg van een ziekte of van ondervoeding, in de terminale fase van ernstige ziekten.

voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht bepaalt :

"Worden medisch geschikt geacht, de kandidaten voor toelating tot een opleidingscyclus of de leerlingen die volgend minimum medisch profiel behalen :

P S I V C A M E
2 2 2 2 2 2 1 2" (1).

Derhalve kan een kandidaat die seropositief is ten aanzien van het aidsvirus alleen worden uitgesloten indien zijn fysieke geschiktheid niet aan die criteria beantwoordde.

Bij de huidige stand van de medische kennis lijkt al evenmin aangetoond te zijn dat de uitoefening van het ambt van rijkswachter extra-risico's van besmetting door het HIV-virus en van overbrenging ervan zou meebrengen.

Totaal verschillend is de toestand van de kandidaat die het aids-stadium heeft bereikt. In dat geval lijkt het zeker dat de kandidaat als ongeschikt beschouwd mag worden om te dienen in het operationeel korps van de rijkswacht.

2. Artikel 9, 3°, beoogt het criterium 513, dat in voornoemde tabel voorkomt, aan te vullen met het volgende lid :

---

(1) De betekenis van die letters wordt uiteengezet in de artikelen 3 en 4 van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1979.

> "Voor de rijkswacht brengt de medische vaststelling dat de kandidaat voor toelating of de leerling verdovende middelen, in de zin van artikel 1 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, opzettelijk verbruikt of verbruikt heeft, de ongeschiktheid mee".

De omstandigheid dat de kandidaat verdovende middelen heeft gebruikt, vormt niet op zich een grond voor fysieke ongeschiktheid. Zij volstaat niet om de uitsluiting van de kandidaat mee te brengen. Anders zou het zijn indien de kandidaat restverschijnselen zou hebben overgehouden aan zijn verslaving.

3. Het besluit is dan ook dat de uitsluiting van rechtswege van de kandidaat die seropositief is of verdovende middelen heeft gebruikt, onaanvaardbaar is. Daarentegen is de uitsluiting wel aanvaardbaar wanneer er een medisch onderzoek aan voorafgaat waarbij de ongeschiktheid om te dienen in het operationeel korps van de rijkswacht wordt vastgesteld, in het licht van de objectieve criteria omschreven in het besluit.

4. Met betrekking tot voornoemd koninklijk besluit van 5 november 1971 waarin artikel 9 van het ontwerp wijzigingen aanbrengt, is het zaak dat de Koning voor de rijkswacht een onderscheiden besluit vaststelt. Het is immers af te raden koninklijke besluiten te wijzigen die, enerzijds, de krijgsmacht betreffen, en, anderzijds, de

rijkswacht : het ene korps ressorteert namelijk onder de Minister van Landsverdediging, en het andere onder de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie.

Artikel 12.

Het artikel behoort te worden gesplitst in twee artikelen : het eerste zou dan paragraaf 2 bevatten, die een overgangsbepaling is, terwijl het tweede artikel paragraaf 1 zou bevatten, die betrekking heeft op de inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

Opmerking betreffende de Nederlandse tekst.

De Nederlandse tekst van een aantal artikelen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies hieromtrent een aantal voorstellen gedaan, welke echter geenszins exhaustief zijn. Het verdient daarom aanbeveling de Nederlandse tekst van het ontworpen besluit grondig te herzien.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.